

Mémorial
du
Grand-Duché de Luxembourg.

Memorial
des
Großherzogtums Luxemburg.

Mercredi, 6 décembre 1933.

Nº 60.

Mittwoch, 6. Dezember 1933.

Loi du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 16 novembre 1933 et celle du Conseil d'Etat du 17 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Le Trésor a pour le recouvrement des contributions directes :

1^o le droit d'exécution sur contrainte administrative ;

2^o un privilège s'exerçant avant tout autre sur tous les meubles et autres effets mobiliers appartenant aux redevables en quelque lieu qu'ils se trouvent ;

3^o une hypothèque légale dispensée d'inscription sur tous les immeubles des redevables.

Le privilège et l'hypothèque légale prennent cours à partir du 1^{er} janvier de l'année d'imposition et cessent leur effet le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'année de l'imposition.

L'administration des contributions pourra demander aux étrangers qui viennent s'établir dans le pays et qui n'y possèdent pas d'immeubles, en garantie des impôts d'une année entière à évaluer par l'administration des contributions, la consignation d'une somme ou la présentation d'une caution solidaire solvable.

Gesetz vom 27. November 1933 betreffend die Erhebung der direkten Steuern, der Branntweinsteuer und der an die Sozialversicherungen zu zahlenden Beiträge.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenammer vom 16. November 1933 und derjenigen des Staatsrates vom 17. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Der Staat besitzt für die Erhebung der direkten Steuern :

1) das Recht des Zwangsverfahrens auf Grund eines von der Verwaltung erlassenen Vollstreckungsbefehls ;

2) ein Privileg, welches vor jedem anderen ausübt wird und sich auf sämtliche dem Steuerschuldner zugehörige bewegliche Güter, wo sie sich auch immer befinden, erstreckt ;

3) eine von der Eintragung befreite gesetzliche Hypothek auf sämtliche unbewegliche Güter der Steuerschuldner.

Das Privileg und die gesetzliche Hypothek laufen ab 1. Januar des Steuerjahres und verlieren ihre Gultigkeit am 31. Dezember des auf das Steuerjahr folgenden zweiten Jahres.

Die Steuerverwaltung kann von den im Lande sich niederlassenden Fremden, welche keine unbeweglichen Güter besitzen, als Sicherheitsbestellung für die durch die Verwaltung zu veranschlagenden Steuern eines ganzen Jahres, die Hinterlegung einer Summe oder die Stellung einer zahlbaren solidariischen Bürgschaft verlangen.

Art. 2. Lorsqu'il échet de différer les mesures d'exécution immédiates, l'administration pourra requérir l'inscription de l'hypothèque légale. Cette inscription conserve à la créance du Trésor pendant deux années supplémentaires les garanties et le rang lui assignés par le n° 3 de l'art. 1^{er}, à condition qu'elle soit prise avant le 31 décembre de l'année à la fin de laquelle l'hypothèque légale dispensée d'inscription doit s'éteindre.

Art. 3. Le recouvrement des impositions communales, des taxes sur les véhicules à moteur mécanique, s'opérera et se poursuivra dans les mêmes formes et avec les mêmes privilège et hypothèque légale que celui des contributions directes.

Il en sera de même du recouvrement des cotisations, avances sur cotisations, amendes d'ordre et autres prestations dues par les employeurs et les assurés à l'association d'assurance contre les accidents, à l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, aux caisses de maladie, à la caisse de pension des employés privés ou aux chambres professionnelles.

Art. 4. Les époux habitant ensemble, même séparés de biens, et les autres personnes imposées collectivement, sont solidairement redevables des contributions directes et des sommes assimilées à ces dernières par l'art. 3, imposées au nom du mari, resp. de la collectivité; les droits du Trésor prévus à l'art. 1^{er} sont exercés pour la cote intégrale indistinctement sur les biens de l'un ou de l'autre membre de la collectivité ou de l'un ou de l'autre époux, quel que soit le régime matrimonial qui régit le mariage.

Art. 5. Le Trésor a pour le recouvrement des droits d'accise nés après la mise en vigueur de la présente loi :

1° les droits prévus aux n° 1 et 2 de l'art. 1^{er} de la présente loi. Le privilège prend cours pour les droits d'accise à partir du jour de la déclaration de travail, resp. du jour de la remise d'alcool pour les distilleries pourvues d'appareils de contrôle, et cesse ses effets le 31 décembre de la deuxième

Art. 2. Falls es angezeigt erscheint die sofortige Durchführung der Vollstreckungsmaßnahmen zu stunden, kann die Verwaltung die Eintragung der gesetzlichen Hypothek veranlassen. Diese Eintragung gewährleistet dem Guthaben des Staates während zwei weiterer Jahre die durch Nr. 3 des Art. 1 zugewiesenen Sicherheiten und Rang unter der Bedingung, daß dieselbe vor dem 31. Dezember des Jahres erfolgt, am Schlusse dessen die von der Eintragung befreite gesetzliche Hypothek erlöschen soll.

Art. 3. Die Beitreibung der Gemeindeauflagen, der Taxen auf Kraftfahrzeuge erfolgt und wird in denselben Formen und denselben Privilegien derselben gesetzlichen Hypothek wie die der direkten Steuern vollstreckt.

Ebenso verhält es sich mit der Eintreibung der Beiträge, Vorschüsse auf Beiträge, Ordnungsstrafen oder anderer Leistungen, welche seitens der Arbeitgeber und der Versicherten an die Unfallversicherungsgenossenschaft, an die Alters- und Invalidenversicherungsanstalt, an die Krankenkassen, an die Pensionskasse der Privatbeamten oder an die Berufsfamern geschuldet wird.

Art. 4. Ehegatten, welche zusammen wohnen, auch wenn sie in Gütertrennung leben, sowie die anderen gemeinschaftlich veranlagten Personen sind solidarisch zur Entrichtung der auf den Namen des Ehegatten bezw. der Gemeinschaft veranlagten direkten Steuern und der letzteren durch Art. 3 gleich gestellten Summen verpflichtet: die in Art. 1 vorgesehenen Rechte des Staates werden ausgeübt für den Gesamtsteuerbetrag, ohne Unterschied auf die Güter sowohl des einen als des anderen Mitgliedes der Gemeinschaft bezw. des einen oder anderen Ehegatten, welches auch das für die Ehe maßgebende Güterrecht sei.

Art. 5. Der Staat besitzt für die nach Inkrafttreten dieses Gesetzes entstehende Brennsteuer:

1) die unter Nr. 1 und 2 von Art. 1 dieses Gesetzes erwähnten Rechte. Das Privileg läuft für die Brennsteuer vom Tage der Betriebsanmeldung bezw. vom Tage der Branntweinabnahme für die mit Kontrollapparaten versehenen Brennereien und verliert seine Gültigkeit am 31. Dezember des zweiten

année civile après celle pendant laquelle les droits ont pris naissance ;

2° une hypothèque légale sur les immeubles du distillateur à condition d'inscrire sur les registres du conservateur des hypothèques, par une ou plusieurs inscriptions, le montant des droits d'accise nés ou à naître et autres sommes à recouvrer sur lui du chef de l'exploitation de la distillerie, pour lesquels l'administration entend faire crédit au distillateur, en y ajoutant les intérêts et les frais d'exécution. Ces inscriptions auront effet à partir de leur date et assigneront rang au Trésor pour tous les droits et accessoires à naître postérieurement à l'inscription.

L'inscription de l'hypothèque légale grève tous les immeubles tant actuels que futurs, sans qu'ils soient désignés spécialement ; elle conserve rang de la créance du Trésor jusqu'au 31 décembre de la quatrième année civile qui suit celle dans laquelle les droits d'accise ont pris naissance.

Art. 6. Le Trésor a pour le recouvrement des droits d'accise fraudés et des amendes dues par les personnes qui n'ont pas régulièrement déclaré l'exploitation d'une distillerie resp. par les distillateurs qui ont contrevenu aux prescriptions légales, réglementaires ou administratives sur la matière, les droits et garanties prévus à l'art. 5.

L'hypothèque pourra être inscrite à charge de ces personnes lorsqu'il existe des preuves ou présomptions graves de faits frauduleux. Si l'hypothèque légale prise à charge d'un distillateur se trouve insuffisante pour recouvrer les droits fraudés, les amendes, intérêts et frais, l'administration prendra une inscription supplémentaire qui, toutefois, n'aura d'effet et rang qu'à partir de sa date ; l'hypothèque légale prévue par le présent article aura la même durée que celle prévue par l'art. 5.

Art. 7. Les art. 4, 5 et 6 de la loi du 27 juillet 1925 sur le régime fiscal des eaux-de-vie sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Pour les déclarations de travail resp. les remises d'alcool postérieures à la mise en vigueur de la présente loi, l'administration des contributions peut accorder aux distillateurs un terme de crédit de

auf das Jahr des Entstehens der Rechte folgenden Civiljahres ;

2) eine gesetzliche Hypothek auf die unbeweglichen Güter des Brenners unter der Bedingung der Eintragung in die Register des Hypothekenbewahrers, durch eine oder mehrere Eintragungen, der entstandenen Brennsteuer und anderer zu seinen Lasten auf Grund des Betriebes der Brennerei beizutreibenden Summen, für die die Verwaltung dem Brenner Stundung zu bewilligen beabsichtigt, zuzüglich der Zinsen und Vollstreckungskosten. Diese Eintragungen haben Gültigkeit vom Tage ihres Datums und bestimmen den Rang des Staates für alle Brennsteuern und Nebengebühren, die nach der Eintragung entstehen.

Die Eintragung der gesetzlichen Hypothek belastet sämtliche gegenwärtige wie zukünftige Grundgüter ohne daß dieselben besonders bezeichnet werden ; sie bewahrt dem Guthaben des Staates den Rang bis zum 31. Dezember des vierten Jahres das auf das Jahr des Entstehens der Brennsteuer folgt.

Art. 6. Für hinterzogene Brennsteuer und für Geldstrafen die seitens Personen, welche nicht vorchriftsmäßig den Betrieb einer Brennerei angemeldet haben, bzw. seitens Brenner geschuldet sind, welche sich Zuwiderhandlungen gegen die einschlägigen gesetzlichen, reglementarischen Bestimmungen oder Verwaltungsvorschriften schuldig gemacht haben, besitzt der Staat die in Art. 5 vorgeschriebenen Rechte und Sicherheiten.

Die Hypothek kann zu Lasten dieser Personen eingetragen werden, wenn Beweise oder schwerwiegende Verdachtsgründe vorliegen, daß betrügerische Tatsachen bestehen. Wenn die zu Lasten eines Brenners aufgenommene gesetzliche Hypothek nicht ausreicht um die hinterzogenen Gebühren, Strafen, Zinsen und Unkosten zu decken, wird die Verwaltung eine Ergänzungseintragung vornehmen, die jedoch erst von ihrem Datum ab Wirkung und Rang nimmt ; die in diesem Artikel vorgesehene gesetzliche Hypothek hat die gleiche Dauer wie diejenige gemäß Art. 5.

Art. 7. Art. 4, 5 und 6 des Gesetzes vom 27. Juli 1925 über die Branntweinsteuer sind abgeschafft und durch folgende Bestimmungen ersetzt :

Für Betriebsanmeldungen bzw. Branntweinabnahmen, welche nach dem Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes stattfinden, kann die Steuerverwaltung den Brennern Stundung von höchstens

six mois au plus si la fortune des redevables et les garanties prévues à l'art. 5 présentent une couverture suffisante pour le paiement des droits dus ou si le redevable fournit une garantie mobilière ou un cautionnement à la satisfaction du receveur ; en cas de désaccord entre ce dernier et le redevable, le directeur des contributions statuera.

Le Gouvernement pourra décréter, par mesure générale, que les sommes dues depuis trois mois et plus seront productives d'intérêt et il fixera le taux des intérêts.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de la constitution des cautionnements susdits.

Lorsque le débiteur n'acquitte pas les droits dus à l'échéance d'un terme, il pourra être contraint au paiement tant des droits dus et échus que de ceux qui sont dus et non encore échus.

Sans égard aux droits des tiers, l'eau-de-vie sert de garantie au paiement du droit d'accise dont elle est grevée et peut, tant que ce droit n'a pas été acquitté, être saisie ou retenue par l'administration. L'administration des contributions peut vendre l'eau-de-vie saisie soit par soumission, soit de gré à gré, sans autre formalité, sauf à prévenir, par lettre recommandée, le redevable, s'il n'a pas adhéré d'avance aux conditions de la vente. Le redevable peut s'opposer à la vente si dans la huitaine de la date de l'information il verse les sommes dues ou s'il est en mesure de signaler à l'administration un acquéreur solvable qui offre, toutes autres conditions restant égales, un prix plus avantageux.

L'action publique pour infraction aux dispositions de la loi sur le régime des eaux-de-vie se prescrit conformément à l'art. 638 du Code d'instruction criminelle ; les peines pénales se prescrivent conformément à l'art. 92 du Code pénal.

Art. 8. Tous fermiers, locataires, receveurs, économes, notaires et autres dépositaires et débiteurs de deniers appartenant ou dus aux redevables, seront tenus, sur la demande qui leur en sera faite, de payer en l'acquit des redevables et sur le montant des fonds qu'ils doivent ou qui sont en leurs mains,

sechs Monaten gewähren, wenn das Vermögen der Pflichtigen und die in Art. 5 vorgesehenen Sicherheiten genügende Deckung für die Zahlung der geschuldeten Brennsteuer bieten oder wenn der Pflichtige eine Mobiliargarantie oder eine dem Steuereinkünfter genügende Sicherheitsbestellung leistet; im Falle von Unstimmigkeiten zwischen letzterem und dem Steuerpflichtigen entscheidet der Steuerdirektor.

Die Regierung kann durch allgemeine Maßnahmen bestimmen, daß die seit drei Monaten und mehr geschuldeten Summen zinspflichtig sind und setzt den Zinsfuß fest.

Ein allgemeines Verwaltungsreglement bestimmt die Bedingungen für die Leistung vorgenannter Sicherheitsbestellungen.

Wird die geschuldete Brennsteuer nicht nach Erfall bezahlt, so kann der Schuldner zur Zahlung sowohl der geschuldeten und erfallenen als der geschuldeten und noch nicht erfallenen Brennsteuer angehalten werden.

Der Branntwein haftet ohne Rücksicht auf die Rechte dritter für die darauf ruhende Brennsteuer und kann, solange diese nicht entrichtet ist, von der Verwaltung beschlagnahmt oder zurückbehalten werden. Die Verwaltung kann den Branntwein entweder im Submissionswege oder aus der Hand ohne andere Formlichkeit verkaufen, vorbehaltlich der Benachrichtigung des Pflichtigen durch eingeschriebenen Brief, wenn derselbe nicht im voraus den Verkaufsbedingungen zugestimmt hat. Der Pflichtige kann sich dem Verkauf widersetzen, falls er innerhalb acht Tagen der Benachrichtigung die geschuldeten Summen einzahlt oder wenn er in der Lage ist, der Verwaltung einen zahlungsfähigen Käufer anzugeben, welcher unter, im Übrigen gleichen Bedingungen, einen günstigeren Preis bietet.

Die Ansprüche des Staates wegen Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen des Gesetzes über die Branntweinsteuer verjähren gemäß Art. 638 der Kriminalprozeßordnung; die Strafen verjähren gemäß Art. 92 des Strafgesetzbuches.

Art. 8. Pächter, Mieter, Einnahmer, Verwalter, Notare und andere Verwalter oder Schuldner von Geldern, welche dem Steuerpflichtigen gehören oder geschuldet sind, sind verpflichtet, auf den ihnen gestellten Antrag, für Rechnung des Steuerpflichtigen und von dem geschuldeten, oder in Verwahr gehal-

jusqu'à concurrence de tout ou partie des sommes dues par ces derniers, d'après l'ordre et le rang assignés aux créances du Trésor par la présente loi. Les quittances des receveurs pour les sommes légitimement dues leur seront allouées en compte.

Art. 9. Le directeur des contributions ou son délégué fera inscrire l'hypothèque légale, s'il y a lieu : il pourra donner mainlevée totale ou partielle de l'hypothèque légale sur tous les immeubles ou sur ceux qu'il désignera, lorsqu'il jugera que les droits du Trésor resteront suffisamment garantis.

En cas de renonciation au crédit de la part d'un distillateur, le directeur des contributions ou son délégué requerra la radiation des inscriptions prises en faveur du Trésor aussitôt que toutes les sommes à percevoir seront perçues.

L'inscription, la radiation totale ou partielle de l'hypothèque légale sera faite par le conservateur des hypothèques, sur bordereau sur papier libre et sans autres frais que les émoluments du conservateur. Les frais éventuels sont à charge des redevables et sont recouvrés avec les mêmes garanties que le principal.

Art. 10. La créance du Trésor se prescrit par cinq ans nonobstant la prescription plus courte des privilèges et hypothèque légale. Cette prescription s'applique à tous impôts, taxes, cotisations, droits d'accises, amendes, frais et autres perceptions généralement quelconques dont est chargée l'administration des contributions, sauf la prolongation conventionnelle des droits du Trésor. La prescription prend cours à partir du 31 décembre de l'année pour laquelle la somme à percevoir est due.

Art. 11. En cas d'insuffisance des perceptions, l'imputation se fait dans l'ordre suivant : 1° les contributions directes de l'Etat et des communes, les intérêts moratoires et les frais d'exécution ; 2° les droits d'accise ; 3° les taxes sur les véhicules à moteur mécanique ; 4° les cotisations et autres prestations dues aux assurances sociales ; 5° les cotisations dues à la caisse de pension des employés

tenus Geldbeiträge, die durch letzteren zu entrichtenden Steuern ganz oder teilweise zu entrichten und zwar nach Reihenfolge und Rang der Guthaben des Staates, so wie dieselben durch gegenwärtiges Gesetz bestimmt sind. Die für gesetzlich geschuldeten Summen von den Einnehmern ausgestellten Quittungen werden ihnen in Rechnung gestellt.

Art. 9. Der Steuerdirektor oder dessen Vertreter bewirkt gegebenenfalls die Eintragung der gesetzlichen Hypothek; er kann die gesetzliche Hypothek auf sämtliche oder von ihm bezeichnete unbewegliche Güter ganz oder teilweise tilgen lassen, wenn er der Ansicht ist, daß die Rechte des Staates genügend gewahrt sind.

Verzichtet der Brenner auf die Stundung, so fordert der Steuerdirektor oder dessen Vertreter die Tilgung der zu Gunsten des Staates genommenen Eintragungen, sobald sämtliche zu entrichtenden Summen vereinnahmt sind.

Die Eintragung, die vollständige oder teilweise Tilgung der gesetzlichen Hypothek erfolgen durch den Hypothekenbewahrer auf Grund eines Antrages auf stempelfreies Papier und ohne andere Kosten als die Gebühren des Hypothekenbewahrers. Die eventuellen Kosten gehen zu Lasten der Steuerpflichtigen und werden mit denselben Sicherheiten wie die Hauptsumme beigetrieben.

Art. 10. Das Guthaben des Staates verjährt in fünf Jahren, unbeschadet der kürzeren Verjährung der Privilegien und der gesetzlichen Hypotheken. Diese Verjährung ist auf sämtliche Steuern, Taxen, Beiträge, Brennsteuer, Geldstrafen, Kosten und andere Einnahmen jedweder Art, mit welchem die Steuerverwaltung beauftragt ist, anwendbar, vorbehaltlich der Verlängerung der Rechte des Staates durch Übereinkunft. Die Verjährung läuft ab 31. Dezember des Jahres, für welches die einzuzahlende Summe geschuldet ist.

Art. 11. Im Falle ungenügender Einzahlung erfolgt die Anrechnung in nachstehender Reihenfolge :

- 1) direkte Steuern des Staates und der Gemeinden, Verzugszinsen und Vollstreckungskosten;
- 2) Brennsteuer;
- 3) Taxen auf Kraftfahrzeuge;
- 4) Beiträge und andere an die Sozialversicherungen geschuldeten Leistungen;

privés ; 6° les cotisations et taxes dues aux chambres professionnelles.

Art. 12. L'exécution pour les créances du Trésor prévues par la présente loi sera exercée au moyen d'une contrainte décernée par le receveur et rendue exécutoire par le directeur des contributions. Il sera procédé à la saisie-exécution par un agent des contributions ou un huissier conformément au Code de procédure civile.

Aucun immeuble ne sera attaqué qu'après que les meubles du contribuable auront été vendus et le produit trouvé insuffisant au paiement, sauf autorisation spéciale du Directeur général des finances.

L'administration des contributions est autorisée à faire vendre, conformément à l'art. 71 de la loi du 2 janvier 1889 sur l'expropriation forcée, les immeubles assujettis à son hypothèque légale, même lorsque celle-ci est dispensée d'inscription ou que l'administration des contributions n'est pas le créancier premier inscrit sur les dits biens. L'administration des contributions ne pourra entamer les poursuites qu'après avoir mis en demeure le créancier premier inscrit, qui jouit des droits prévus à l'art. 71, par une sommation, notifiée soit par un agent de l'administration, soit par un huissier, d'y procéder dans le délai de huit jours francs. Si ce créancier n'a pas obtempéré à la sommation, l'administration des contributions pourra, après l'expiration de ce délai, faire procéder aux poursuites ultérieures ; elle pourra de même procéder aux poursuites lorsque le créancier premier inscrit n'a pas fait les diligences nécessaires pour parvenir endéans un délai de quatre mois, à partir de la mise en demeure susdite, à la vente définitive de l'immeuble saisi.

Les actes de poursuites, y compris les contraintes et commandements, les actes de saisie et les actes de procédure auxquels le recouvrement des créances du Trésor donne lieu, sont dispensés du timbre et sont enregistrés gratis.

Art. 13. Un règlement d'administration publique pourra édicter toutes les mesures nécessaires pour

5) an die Pensionskasse der Privatbeamten geschuldete Beiträge ;

6) an die Berufskammern geschuldete Beiträge und Taxen.

Art. 12. Das Zwangsverfahren für die durch gegenwärtiges Gesetz vorgesehenen Guthaben des Staates erfolgt auf Grund eines durch den Steuereinnahmer erlassenen Zwangsbefehles, welcher durch den Steuerdirektor vollstreckbar erklärt ist. Die Pfändung im Zwangsverfahren erfolgt durch einen Steuerbeamten oder einen Gerichtsvollzieher gemäß Zivilprozessordnung.

Rein Grundstück darf angegriffen werden, bevor die beweglichen Güter des Steuerpflichtigen verkauft wurden und deren Ertrag zur Zahlung ungenügend befunden wurde, vorbehaltlich besonderer Ermächtigung des General-Direktors der Finanzen.

Die Steuerverwaltung ist ermächtigt, die ihrer gesetzlichen Hypothek unterworfenen Grundgüter gemäß Art. 71 des Gesetzes vom 8. Januar 1889 über die Zwangseinteilung verkaufen zu lassen, selbst wenn diese Hypothek von der Eintragung befreit ist oder wenn die Steuerverwaltung nicht als erster Gläubiger auf genannte Güter eingetragen ist.

Die Steuerverwaltung kann das Enteignungsverfahren erst einleiten nach Inverzugsetzung des ersteingetragenen Gläubigers, der die in Art. 71 vorgesehenen Rechte genießt und zwar durch eine von einem Steuerbeamten oder einem Gerichtsvollzieher gestellte Aufforderung innerhalb acht Tagen selbst das Verfahren einzuleiten. Hat der Gläubiger dieser Aufforderung nicht Folge geleistet, so kann die Steuerverwaltung nach Ablauf dieser Frist zu dem weiteren Vollstreckungsverfahren schreiten ; sie kann es ebenfalls tun, wenn der ersteingetragene Gläubiger nicht die notwendigen Schritte unternommen hat, um innerhalb einer Frist von vier Monaten, ab Inverzugsetzung, zum entgeltlichen Verkauf des beschlagnahmten Grundstückes zu gelangen.

Die Schriftsätze des Vollstreckungsverfahrens, einschließlich Vollstreckungs- und Zahlungsbefehl, die Schriftsätze des Enteignungsverfahrens und die anderen Schriftsätze, zu denen die Beitreibung der Guthaben des Staates Anlaß gibt sind stempelfrei und werden gebührenfrei eingetragen.

Art. 13. Ein öffentliches Verwaltungsreglement kann sämtliche zur Ausführung dieses Gesetzes, das

l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier qui suivra sa promulgation.

Art. 14. Dispositions transitoires.

1^o Le Trésor a pour le recouvrement :

a) des contributions directes des années antérieures à la mise en vigueur de la présente loi ;

b) des droits d'accise sur l'eau-de-vie nés avant la mise en vigueur de la présente loi,

les droits, garanties et privilèges inscrits dans la loi du 28 mai 1921 resp. dans l'art. 5 de la loi du 27 juillet 1925.

Le privilège prévu par ces lois s'éteint le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'année civile à laquelle la créance se rapporte.

L'administration des contributions pourra, avant cette date, requérir l'inscription de ce privilège, et cette inscription conservera à la créance du Trésor pendant trois années supplémentaires le dit privilège avec le rang lui assigné par la loi du 28 mai 1921.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux cotes et redevances prévues à l'art. 3 qui précède.

2^o Pour les cotisations dues à l'Etablissement d'assurance-invalidité et vieillesse pour les journées de travail antérieures à l'entrée en vigueur de la loi du 20 novembre 1929, en exécution de l'art. 197 n^o 3 nouveau (loi du 6 septembre 1933), la prescription sera acquise deux années après le 31 décembre de l'année dans laquelle la notification des bulletins afférents aura été faite.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 novembre 1933.

Charlotte.

Le Directeur général des finances,

P. Dupong.

am 1. Januar 1934 in Kraft tritt, erforderlichen Maßnahmen bestimmen.

Art. 14. Übergangsbestimmungen.

1) Der Staat besitzt zur Beitreibung:

a) der direkten Steuern der dem Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes vorübergehenden Jahre;

b) der vor dem Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes entstandenen Brennsteuer;

die im Gesetz vom 28. Mai 1921 bzw. in Art. 5 des Gesetzes vom 27. Juli 1925 vorgesehenen Rechte, Sicherheiten und Privilegien.

Das durch diese Gesetze vorgesehene Privileg verliert seine Gültigkeit am 31. Dezember des zweiten auf das Civiljahr, auf welches sich das Guthaben bezieht, folgenden Jahres.

Die Verwaltung kann vor diesem Datum die Eintragung des Privilegs beantragen und diese Eintragung bewahrt dem Guthaben des Staates während drei weiterer Jahre genanntes Privileg mit dem durch Gesetz vom 28. Mai 1921 ihm zugewiesenen Rang.

Vorstehende Bestimmungen sind auf die in vorstehendem Art. 3 vorgesehenen Steuerbeträge und Abgaben anwendbar.

2) Die der Alters- und Invalidenversicherung geschuldeten Beiträge für Arbeitstage die vor dem Gesetz vom 20. November 1929 geleistet wurden und auf Grund der Bestimmung sub Nr. 3, Art. 197 des Gesetzes vom 6. September 1933 in Anrechnung kommen, verjähren in zwei Jahren nach dem 31. Dezember des Jahres in dem die diesbezügliche Beitragsforderung zugestellt wurde.

Befehlen und verordnen daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht wird, um von Allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 27. November 1933.

Charlotte.

Der General-Direktor der Finanzen,

P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 6 décembre 1933, portant règlement de la procédure électorale pour les élections à la délégation, au Comité-directeur et au Comité central des caisses de maladie.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. :

Vu la loi du 17 décembre 1925, sur le Code des assurances sociales, et, notamment, les art. 51 à 55, 58 à 60 et 68 de cette loi :

Vu l'arrêté grand-ducal du 11 décembre 1929, concernant la composition, les attributions et le fonctionnement du Comité central des caisses de maladie :

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence :

Sur le rapport de Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

I. — Délégation.

Composition, système électoral et conditions d'électorat.

Art. 1^{er}. La délégation est formée par les représentants des membres assurés et des patrons.

L'élection se fera au scrutin de liste, avec représentation proportionnelle, sauf pour les délégués des patrons dans les caisses patronales.

Art. 2. Pour être électeur à une caisse, il faut appartenir à cette caisse, comme assuré obligatoire ou patron, depuis trois semaines, au moins, et être âgé de 21 ans au moins, au jour de l'élection. *)

Pour être éligible, il faut, en outre, être Luxembourgeois et remplir les conditions requises pour être appelé aux fonctions de conseiller communal. Sont éligibles, dans les mêmes conditions, les employés supérieurs fondés de procuration de patrons d'assurés obligatoires.

*) Lorsque le vote aura lieu par correspondance, le jour de dépouillement des bulletins servira de point de départ pour le calcul des délais.

Großh. Beschluß vom 6. Dezember 1933, betr. Festlegung der Wahlordnung für Generalversammlung, Vorstand und Zentralauschuß der Krankenversicherung, gemäß Gesetz vom 17. Dezember 1925.

Nir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 17. Dezember 1925, betr. die Sozialversicherungsordnung und besonders der Art. 51 bis 55, 58 bis 60 und 68 dieses Gesetzes ;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 11. Dezember 1929, über die Zusammenlegung, die Aufgaben und die Einrichtung des Zentralauschusses der Krankenkassen ;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrats, und in Anbetracht der Dringlichkeit ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der sozialen Fürsorge und der Arbeit ;

Nach Beratung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

I. — Auschuß.

Zusammenlegung, Wahlsystem, Wahlrecht und Wählbarkeit.

Art. 1. Der Auschuß besteht aus Vertretern der Versicherten und der Arbeitgeber.

Gewählt wird nach Listenwahl, mit verhältnismäßiger Vertretung, ausgenommen für die Arbeitgebervertreter der Betriebskrankenkassen.

Art. 2. Um bei einer Kasse wahlberechtigt zu sein, muß man am Wahltag*) mindestens 21 Jahre alt sein und ihr als Pflichtversicherter oder als Arbeitgeber Pflichtversicherter seit wenigstens drei Wochen angehören.

Um wählbar zu sein, muß man, außerdem, die luxemburgische Nationalität besitzen und die Bedingungen erfüllen, um Gemeinderatsmitglied werden zu können. Unter denselben Bedingungen sind die höheren bevollmächtigten Beamten der Arbeitgeber Pflichtversicherter wählbar.

*) Erfolgt die Abstimmung auf brieflichem Wege, so werden die Fristen von dem für die Stimmenzählung festgesetzten Tage aus berechnet.

Art. 3. Le nombre des délégués sera réglé comme suit :

1° pour les assurés des caisses régionales et patronales : un délégué par 25 membres, sans que le nombre total des délégués puisse dépasser 20 ;

2° pour les patrons :

a) des caisses régionales : un délégué par 50 membres, sans que le nombre total des délégués puisse dépasser 10 ;

b) des caisses patronales : le patron ou son délégué.

Publication de l'élection.

Art. 4. La publication de l'élection se fera par le Comité-directeur, ou, à son défaut, par le Comité central des caisses de maladie, au moins 50 jours à l'avance pour les caisses votant par voie de correspondance et au moins 35 jours à l'avance pour celles procédant par vote à l'urne ; *) elle aura lieu par affiches à apposer : pour les caisses régionales, aux endroits ordinaires de publication des avis officiels dans les communes du ressort ; pour les caisses patronales, aux endroits de publication ordinaires des avis du patron au personnel.

L'avis indiquera la date de l'élection, les conditions de l'électorat actif et passif, la date de clôture des listes électorales, le nombre des délégués à élire, les jours et heures fixés pour la réception des candidatures, les délais d'inspection des listes électorales et des listes de candidats et les délais de réclamation.

Listes électorales.

Art. 5. Les patrons sont tenus de fournir aux caisses régionales de maladie, sous peine d'une amende d'ordre pouvant aller jusqu'à 200 francs, au plus tard trois semaines avant l'élection, les noms, prénoms, dates de naissance et adresses des assurés qu'ils occupent.

Les listes électorales seront arrêtées le quinzième

*) Dans le suivant les délais sont indiqués dans le même ordre, les chiffres concernant les caisses procédant par vote à l'urne étant mis entre parenthèses.

Art. 3. Die Zahl der Vertreter wird, wie folgt, festgelegt:

1) für die Versicherten sämtlicher Kassen: 1 Vertreter auf 25 Kassenmitglieder, bis zur Höchstzahl von 20 Vertretern;

2) für die Arbeitgeber:

a) der Bezirkskrankenkassen: 1 Vertreter auf 50 Kassenmitglieder, bis zur Höchstzahl von 10 Vertretern;

b) der Betriebskrankenkassen: der Arbeitgeber oder sein Vertreter.

Bekanntmachung der Wahlen.

Art. 4. Die Bekanntmachung der Wahlen hat durch den Vorstand oder, in dessen Ermangelung, durch den Zentralausschuß zu geschehen und zwar 50 Tage im Voraus für Kassen, bei denen brieflich abgestimmt wird, und 35 Tage im Voraus für solche, bei denen an der Urne abgestimmt wird. *) Sie erfolgt für Bezirkskrankenkassen durch Aufschlag an den für die amtlichen Bekanntmachungen der Gemeinden des Kassenbezirks, für Betriebskrankenkassen an den für die Mitteilungen des Arbeitgebers an das Betriebspersonal gebräuchlichen Stellen.

In den Bekanntmachungen sind anzugeben: der Tag der Wahl, die Wahlrechts- und Wahlbarkeitsbedingungen, der Tag, an dem die Wählerlisten abgeschlossen werden, die Zahl der zu wählenden Vertreter, die für die Entgegennahme der Kandidaturerklärungen festgesetzten Tage und Stunden, die für die Einsichtnahme der Wähler- und der Kandidatenlisten und für die Einbringung von Beschwerden festgesetzten Fristen.

Wählerlisten.

Art. 5. Die Arbeitgeber sind bei bis zu 200 fr. gehenden Ordnungsstrafen verpflichtet, den Bezirkskassen, spätestens drei Wochen vor dem Wahltag, Namen, Vornamen, Geburtsdaten und Adressen der bei ihnen beschäftigten Versicherten mitzuteilen.

Die Wählerlisten werden am fünfzehnten Tag

*) Im Folgenden werden die Fristbezeichnungen für die beiden Kassenarten in derselben Reihenfolge angegeben, wobei diejenigen für Kassen, bei denen die Stimmabgabe an der Urne erfolgt, eingeklammert sind.

jour avant l'élection et déposées sans retard à l'inspection des intéressés.

Les réclamations contre les listes électorales devront être présentées au Comité-directeur, au plus tard le dixième jour avant l'élection; les décisions du Comité-directeur seront communiquées aux intéressés, au plus tard, le quatrième jour avant l'élection.

Candidatures.

Art. 6. La présentation des candidats se fera, séparément pour les patrons et les assurés, sous forme de listes à remettre au Comité-directeur de la caisse, le 40^{me} (25^{me}) jour, au plus tard, avant l'élection.

Passé ce délai, les candidatures ne seront plus recevables.

Toute candidature isolée est considérée comme formant une liste à elle seule.

Chaque liste de candidats devra être présentée par dix électeurs du groupe respectif; elle devra être accompagnée :

1^o d'une attestation délivrée à chaque candidat par le Comité-directeur de la caisse, attestant qu'il est électeur et dans quel groupe ;

2^o d'une déclaration signée par les candidats et attestant qu'ils acceptent la candidature dans ce groupe.

Chaque liste porte la désignation d'un mandataire choisi parmi les signataires de la présentation, à l'effet de faire le dépôt de la liste.

La liste indique le groupe que représentent les candidats, les noms, prénoms, professions et domiciles des candidats, ainsi que des électeurs qui les présentent.

Pour les assurés, il y a lieu d'indiquer également le nom de l'employeur.

Toute liste peut comprendre un nombre de candidats égal au double du nombre des délégués effectifs à élire.

Nul ne peut figurer ni comme candidat ni comme représentant sur plus d'une liste.

Lors du dépôt de la liste, le mandataire chargé d'en faire le dépôt, peut désigner un témoin et un témoin suppléant, pour assister aux opérations du bureau électoral afférent.

Art. 7. Les listes seront enregistrées par le comité-directeur, dans l'ordre de leur présentation.

vor der Wahl abgeschlossen und unverzüglich zur Einsichtnahme der Interessenten aufgelegt.

Beschwerden gegen die Wählerlisten sind spätestens am zehnten Tage vor der Wahl beim Vorstand einzubringen; die Entscheidungen des Vorstands sind den Interessenten spätestens am vierten Tage vor der Wahl mitzuteilen.

Kandidaturerklärungen.

Art. 6. Die Kandidaturerklärungen sind für Arbeitgeber und Versicherte getrennt, spätestens am 40. (25.) Tage vor der Wahl, einzureichen.

Nach Ablauf dieser Frist dürfen Kandidaturen nicht mehr entgegengenommen werden.

Jede einzelne Kandidatur gilt als Liste für sich.

Die Hinterlegung der Kandidaturlisten muß durch zehn Wähler der betr. Gruppe geschehen; es müssen gleichzeitig beigebracht werden:

1) für jeden einzelnen Kandidaten eine Bescheinigung des Vorstands, daß der Interessent Wähler ist und in welcher Gruppe;

2) eine unterschriftlich bescheinigte Erklärung der Kandidaten, daß sie die Kandidatur annehmen.

Die Liste muß die Bezeichnung eines von den vorschlagenden Wählern aus ihrer Mitte gewählten Vertreters enthalten, der mit der Einreichung der Liste betraut ist. In der Liste sind Kandidatengruppe, Namen, Vornamen, Beruf und Wohnort der Kandidaten und der sie vorschlagenden Wähler anzugeben. Für die Versicherten ist auch der Name des Arbeitgebers beizufügen.

Jede Liste kann doppelt soviel Kandidaten enthalten, als wirkliche Vertreter zu wählen sind.

Niemand kann weder als Kandidat noch als Vorschlagender auf mehr als einer Liste stehen.

Der Vertreter der Liste kann bei der Einreichung derselben einen Zeugen und einen Ergänzungszeugen zur Teilnahme am Wahlgeschäft der betr. Gruppe bezeichnen.

Art. 7. Die Listen werden vom Vorstand in der Reihenfolge ihres Eingangs eingetragen. Den Listen-

Il est délivré un récépissé au mandataire de la liste.

Art. 8. A défaut de la présentation de candidatures, le Comité central pourvoira à la désignation des délégués effectifs et de délégués suppléants, le Comité-directeur de la caisse entendu.

Art. 9. Le Comité-directeur vérifiera et arrêtera les listes de candidats; il les munira de numéros d'ordre et les déposera sans retard à l'inspection des électeurs.

Les réclamations contre les candidatures seront à adresser au Comité-directeur au plus tard le 35^{me} (20^{me}) jour avant l'élection; le Comité-directeur les videra et communiquera sa décision aux intéressés, au plus tard le 30^{me} (15^{me}) jour avant l'élection.

La décision du Comité-directeur pourra être attaquée dans les 48 heures devant le Comité central, qui informera de sa décision la caisse et les intéressés, au plus tard, le 20^{me} (4^{me}) jour avant l'élection.

Art. 10. Lorsque le nombre des candidats ne dépassera pas celui des mandats à conférer, les candidats proposés seront proclamés élus par le Comité-directeur.

Lorsqu'il n'aura été présenté qu'une seule liste, les candidats seront proclamés élus et délégués suppléants resp. par le Comité-directeur, dans l'ordre de leur inscription sur la liste.

Les électeurs seront immédiatement informés que l'élection n'aura pas lieu.

Mode de scrutin.

Art. 11. Pour les caisses régionales, le vote aura lieu par voie de correspondance; pour les caisses patronales, il se fera suivant le mode prévu pour les délégations du personnel resp. ouvrières.

Bureau électoral.

Art. 12. Le Comité-directeur constituera, en temps utile, un bureau électoral, qui se composera d'un président, de deux scrutateurs à désigner par tirage au sort parmi les témoins proposés par les mandataires des listes de candidats ou, à leur défaut, à prendre parmi les électeurs du groupe, et d'un secrétaire à prendre parmi les employés de la caisse, ou, à leur défaut, parmi les employés communaux.

vertretern wird eine Empfangsbefcheinigung ausgestellt.

Art. 8. Werden Kandidaten nicht in genügender Anzahl vorgeschlagen, so hat der Zentralausschuß, nach Anhörung des Vorstands, die wirklichen Vertreter und Ersatzvertreter zu bezeichnen.

Art. 9. Der Vorstand hat die eingereichten Kandidaturerklärungen zu prüfen, abzuschließen, mit Ordnungsnummern zu versehen und unverzüglich zur Einsichtnahme der Wähler aufzulegen.

Beschwerden gegen Kandidaturen sind spätestens am 35. (20.) Tage vor der Wahl beim Vorstand einzubringen, der darüber zu befinden und seine Entscheidung dem Interessenten spätestens am 30. (15.) Tage vor der Wahl mitzuteilen hat.

Die Entscheidung des Vorstands kann binnen 48 Stunden beim Zentralausschuß angefochten werden der den Interessenten und der Kasse seine Entscheidung spätestens am 20. (5.) Tage vor der Wahl mitzuteilen hat.

Art. 10. Übersteigt die Zahl der Kandidaten die der zu vergebenden Sitze nicht, so werden sie vom Vorstand als gewählt erklärt.

Ist nur eine einzige Kandidatenliste eingereicht worden, so werden die vorgeschlagenen Kandidaten in der Reihenfolge ihrer Eintragung auf der Liste vom Vorstand als gewählt, bzw. als Ersatzvertreter, erklärt.

Den Wählern ist sofort bekanntzugeben, daß die Wahl nicht stattfindet.

Stimmabgabe.

Art. 11. Bei den Bezirkskassen findet die Abstimmung auf brieflichem Wege statt; bei den Betriebskassen erfolgt sie nach dem für die Betriebsauschuwahlen geltenden Abstimmungsmodus.

Wahlbüro.

Art. 12. Der Vorstand bestellt, zu geeigneter Zeit, ein Wahlbüro; dasselbe besteht aus einem Präsidenten, zwei Zählern, die entweder durch das Los unter den von den Listenvertretern benannten Zeugen zu bezeichnen oder, in deren Ermangelung der betr. Gruppe von Wählern zu entnehmen sind, und einen Sekretär, der unter den Beamten der Kasse oder, soweit erforderlich, unter denjenigen der Gemeinde auszuwählen ist.

Pour les caisses régionales, il y aura un bureau électoral pour les patrons et un autre bureau pour les assurés.

L'un des bureaux sera présidé par le président et l'autre par le vice-président du Comité-directeur, et, à leur défaut, par des membres du Comité-directeur ou par des électeurs, sauf le cas prévu par l'al. 2 de l'art. 51 de la loi.

Auprès des caisses patronales, le bureau électoral sera présidé par le patron ou son délégué.

Il sera loisible aux caisses procédant par vote à l'urne d'installer plusieurs bureaux électoraux auxiliaires, suivant les exigences du service.

Ni les candidats à la délégation, ni les candidats au Comité-directeur ne pourront faire partie d'un bureau électoral.

Du vote.

Art. 13. Le Comité-directeur formulera le bulletin de vote, qui reproduira les numéros d'ordre des listes, ainsi que les noms et prénoms des candidats et indiquera le nombre des voix dont dispose l'électeur.

Chaque liste sera surmontée d'une case réservée au vote. Deux autres cases se trouvent à la suite des nom et prénoms de chaque candidat. La case de tête sera noire et présentera au milieu un cercle de la couleur du papier.

Les bulletins de vote devront porter au verso l'estampille de la caisse.

Art. 14. Le droit d'élection est à exercer personnellement.

L'électeur-assuré disposera d'autant de suffrages qu'il y aura de délégués effectifs à élire dans son groupe. L'électeur-patron disposera pour chaque délégué effectif à élire dans son groupe d'autant de suffrages qu'il occupe d'assurés obligatoires.

L'électeur pourra inscrire une croix dans chacune des cases réservées derrière les noms des candidats, jusqu'à concurrence du nombre des délégués effectifs à élire dans son groupe.

L'électeur qui noircira au crayon le cercle de la case placée en tête d'une liste, attribuera à cette liste autant de suffrages qu'il y aura de délégués effectifs à élire, sans que, toutefois, le nombre de suffrages excède le nombre des candidats portés sur la liste.

Für Bezirkskassen ist je ein Wahlbüro für die Arbeitgeber und für die Versicherten zu bestellen. In einem der beiden Wahlbüros ist der Vorsitzende, in dem anderen der stellvertretende Vorsitzende des Vorstands Präsident; so weit erforderlich treten an ihre Stelle andere Mitglieder des Vorstands oder Wähler, mit Ausnahme des in Art. 51, Abs. 2 S. B. O. vorgesehenen Falles.

Bei den Betriebskassen ist der Arbeitgeber oder dessen Vertreter Präsident des Wahlbüros.

Kassen, bei denen an der Urne abgestimmt wird, können, soweit erforderlich, Hilfsbüros einrichten.

Weder bei den Ausschüß- noch bei den Vorstandswahlen dürfen Kandidaten den Wahlbüros angehören.

Abstim m u n g.

Art. 13. Der Vorstand stellt den Wahlzettel auf, der die Listen gemäß den Ordnungsnummern wiedergibt, Namen und Vornamen der Kandidaten enthält und die Zahl der Stimmen bezeichnet, über die der Wähler verfügt.

Am Kopfe einer jeden Liste befindet sich ein für die Abstimmung vorgesehenes Feld. Zwei weitere Felder sind hinter den Namen und Vornamen der einzelnen Kandidaten eingezeichnet. Das Kopffeld ist schwarz und hat in der Mitte einen Kreis von der Farbe des Papiers.

Die Wahlzettel müssen auf der Rückseite den Kassenstempel tragen.

Art. 14. Das Wahlrecht ist persönlich auszuüben. In der Versichertengruppe verfügt jeder Wähler über soviel Stimmen als wirkliche Vertreter zu wählen sind; in der Arbeitgebergruppe kann der Wähler für jeden zu wählenden wirklichen Vertreter soviel Stimmen abgeben als er Pflichtversicherte beschäftigt.

Der Wähler kann, bis zur Höchstzahl der in einer Gruppe zu wählenden Vertreter, in jedes der hinter den Namen der Kandidaten angebrachten Felder ein Kreuz (× oder +) einzeichnen.

Der Wähler, der das Kopffeld einer Liste mit dem Bleistift schwarz, gibt dieser Liste soviel Stimmen als wirkliche Mitglieder zu wählen sind, mit der Einschränkung jedoch, daß die Zahl der auf diese Weise abgegebenen Stimmen die Zahl der in der Liste eingetragenen Kandidaten nicht übersteigen kann.

Chaque croix (+ ou ×) inscrite dans l'une des deux cases réservées derrière les noms des candidats vaut un suffrage.

L'électeur, qui, après avoir noirci le cercle en tête d'une liste, disposera encore de suffrages, pourra épuiser son droit de vote en attribuant un suffrage nominatif par candidat, à des candidats de la même liste et deux suffrages nominatifs par candidat à des candidats d'autres listes.

Dans le groupe patronal des caisses régionales chaque suffrage émis conformément aux dispositions qui précèdent vaut le nombre de voix imprimé sur le bulletin de vote et indiquant sa valeur.

Si l'électeur, par inadvertance, détruit le bulletin qui lui a été remis, il pourra en demander un autre au président du bureau électoral, en lui rendant le premier, qui sera aussitôt détruit. Il en sera fait mention au procès-verbal de l'élection.

Art. 15. Dispositions concernant les caisses procédant par vote par correspondance.

Le dixième jour au plus tard avant l'élection, la caisse transmettra aux électeurs par lettre recommandée à la poste, les bulletins de vote avec une notice contenant les instructions pour les élections.

Les réclamations pour défaut d'envoi d'un bulletin de vote devront être présentées à la caisse au plus tard le cinquième jour avant l'élection.

Les caisses patronales procédant par vote par correspondance pourront faire délivrer aux électeurs les bulletins de vote, contre récépissé, directement ou par l'intermédiaire des services de l'entreprise.

Les électeurs des caisses régionales résidant à l'étranger recevront leurs bulletins contre récépissé aux guichets de la caisse, ou, sur leur demande, par l'intermédiaire du patron.

Les bulletins de vote seront pliés en quatre, à angle droit; ils seront placés dans une enveloppe portant l'adresse de l'électeur, et contresignée par le secrétaire du bureau électoral. A l'envoi il sera joint une enveloppe portant l'adresse du président du bureau électoral, la mention de la franchise postale, et, sous cette mention, un espace réservé pour l'apposition de la signature de l'électeur.

Après avoir exprimé son vote, l'électeur repliera le bulletin en quatre, à angle droit, l'estampille de la caisse à l'extérieur, le placera dans l'enve-

Jedes in einem der hinter den Namen der Kandidaten befindlichen Felder eingezeichnete Kreuz zählt für eine Stimme.

Verbleiben dem Wähler, nachdem er den Kreis geschwärzt hat, noch Stimmen, so kann er bis zum Betrage dieser Reststimmen, jedem Kandidaten derselben Liste noch eine Stimme und jedem Kandidaten anderer Listen noch zwei Stimmen geben.

In der Arbeitgebergruppe hat jede gemäß den vorstehenden Bestimmungen abgegebene Stimme den Zahlenwert des Wahlzettels; dieser Wert ist auf dem Wahlzettel im Druck angegeben.

Hat der Wähler den ihm übergebenen Wahlzettel unbrauchbar gemacht, so kann er vom Präsidenten des Wahlbüros einen anderen verlangen; gleichzeitig ist der erste Wahlzettel zurückzugeben; derselbe wird sofort vernichtet; im Protokoll ist davon Vermerk zu nehmen.

Art. 15. Bestimmungen für Krankenkassen, bei denen auf brieflichem Wege abgestimmt wird.

Spätestens am zehnten Tage vor der Wahl übersendet die Kasse jedem Wähler, durch eingeschriebenen Brief, die Wahlzettel, nebst Anweisungen an die Wähler.

Beschwerden von Wählern, die ihre Wahlzettel nicht erhalten haben, sind spätestens am 5. Tage vor der Wahl, bei der Kasse einzureichen.

Betriebskrankenkassen, bei denen auf brieflichem Wege abgestimmt wird, können den Wählern die Stimmzettel unmittelbar oder mittelbar durch Dienststellen des Unternehmers, gegen Empfangsbcheinigung, aushändigen.

Im Ausland wohnende Wähler von Bezirkskassen erhalten ihre Stimmzettel an den Kassenshaltern, oder, auf Verlangen, durch Vermittlung ihres Arbeitgebers.

Der rechtwinklig in vier gefaltete Stimmzettel wird in einen Umschlag gesteckt, der die Adresse des Wählers und die Unterschrift des Sekretärs des Wahlbüros trägt. Der Sendung wird ein Umschlag beigegeben, der die Adresse des Präsidenten des Wahlbüros, einen Vermerk über Protokollfreiheit und darunter eine freie Stelle für die Unterschrift des Wählers enthält.

Nach Abgabe seiner Stimmen, faltet der Wähler den Stimmzettel wieder rechtwinklig in vier, nach innen, steckt ihn in den die Adresse des Präsidenten

loppe portant l'adresse du président du bureau électoral, signera lisiblement sous la mention de la franchise postale, fermera l'enveloppe et la remettra à la poste, sous pli recommandé, au plus tard l'avant-veille du jour de l'élection.

Art. 16. Dispositions concernant les caisses procédant par vote à l'urne.

La veille du jour fixé pour le scrutin, le Comité-directeur fera remettre aux présidents des bureaux électoraux, sous enveloppe cachetée, les bulletins de vote.

Cette enveloppe ne pourra être décachetée et ouverte qu'en présence du bureau régulièrement constitué. Le nombre des bulletins sera vérifié immédiatement et le résultat de la vérification indiqué au procès-verbal.

Le scrutin devra être ouvert pendant un nombre d'heures suffisant, pour permettre normalement à tous les électeurs d'exercer leur droit de vote.

Les noms des électeurs qui se présentent pour voter seront pointés sur la liste électorale; l'électeur recevra, ensuite, des mains du président, un bulletin de vote, plié en quatre, à angle droit, l'estampille de la caisse à l'extérieur, et se rendra dans un compartiment isolé, pour le remplir.

Après avoir exprimé son vote, l'électeur montrera au président son bulletin dûment replié et le déposera dans l'urne; le secrétaire prendra note du dépôt.

Dépouillement des bulletins de vote.

Art. 17. Dispositions concernant les caisses où le vote se fait par correspondance.

Le scrutin est clos la veille de l'élection. Le jour de l'élection, le président remettra au bureau les enveloppes qu'il a reçues. Les noms des votants seront pointés par le secrétaire sur la liste électorale. Le nombre des votants et celui des bulletins seront inscrits au procès-verbal.

Les enveloppes seront ensuite ouvertes et détruites; après ces opérations, l'un des scrutateurs dépliera les bulletins et les remettra au président qui énoncera les suffrages de listes et les suffrages nominatifs recueillis par les candidats. Le second scrutateur et le secrétaire en tiennent note, chacun séparément.

Art. 18. Dispositions concernant les caisses où le scrutin se fait par vote à l'urne.

des Wahlbüros tragenden Umschlag, unterzeichnet leserlich unter dem Vermerk über Portofreiheit, schließt den Umschlag und gibt ihn spätestens am zweiten Tage vor der Wahl als Einschreibesendung zur Post.

Art. 16. Bestimmungen für Krankenkassen, bei denen an der Urne abgestimmt wird.

Spätestens am Vorabend des Wahltages übermittelt der Vorstand den Präsidenten der Wahlbüros die Stimmzettel in versiegeltem Umschlag. Der Umschlag darf nur in Gegenwart des regelrecht zusammengesetzten Büros entriegelt und geöffnet werden. Die Wahlzettel werden nachgezählt; das Ergebnis der Nachzählung wird im Protokoll vermerkt.

Die für das Abstimmungsgeschäft festgesetzte Stundenzahl muß so berechnet sein, daß normalerweise jeder Wähler sein Stimmrecht ausüben kann.

Die Namen der zur Abstimmung erscheinenden Wähler werden auf der Wählerliste angezeichnet; die Wähler erhalten dann vom Präsidenten einen rechtwinklig in vier nach innen gefalteten Wahlzettel und begeben sich in eine abgesonderte Wahlzelle, um ihn auszufüllen.

Nach der Stimmabgabe faltet der Wähler den Stimmzettel wieder in der angegebenen Weise, zeigt ihn dem Präsidenten und steckt ihn in die Wahlurne; der Sekretär nimmt von der Abgabe Vermerk.

Stimmenzählung.

Art. 17. Bestimmungen für Krankenkassen, bei denen auf brieflichem Wege abgestimmt wird.

Die Abstimmung wird am Vorabend des Wahltages geschlossen. Am Wahltage, übergibt der Präsident dem Wahlbüro die eingelaufenen Umschläge. Die Namen der Abstimmenden werden vom Sekretär auf der Wählerliste angezeichnet. Die Zahl der Abstimmenden und der Stimmzettel wird im Protokoll vermerkt.

Die Umschläge werden alsdann geöffnet und vernichtet; hierauf entfaltet einer der beiden Zähler die Stimmzettel und überreicht sie dem Präsidenten, der die Listenstimmen und die namentlichen Stimmen verliest. Der andere Zähler und der Sekretär nehmen, ein jeder für sich, von den verlesenen Stimmen Vermerk.

Art. 18. Bestimmungen für Krankenkassen, bei denen an der Urne abgestimmt wird.

A l'heure fixée pour la clôture du scrutin, l'urne électorale sera ouverte par le président, en présence des assesseurs.

Le bureau comptera, sans les déplier, les bulletins contenus dans l'urne. Le nombre des votants et celui des bulletins sont inscrits au procès-verbal. L'ouverture des bulletins, l'énonciation et l'inscription des suffrages se feront dans la forme prévue à l'article qui précède pour les caisses à vote par correspondance.

Art. 19. Les bulletins sont classés par bulletins valables et bulletins nuls.

Les bulletins nuls n'entrent point en compte pour fixer le nombre des voix.

Sont nuls :

1° tous les bulletins autres que ceux remis par le président ;

2° ce bulletin même :

- a) s'il ne contient l'expression d'aucun suffrage ;
- b) s'il contient plus de suffrages qu'il y a de membres à élire ;
- c) s'il porte une marque ou un signe distinctif quelconque ;
- d) si le votant s'y fait connaître.

Le bureau arrête le nombre des bulletins nuls et des bulletins valables, et les fait inscrire au procès-verbal.

Art. 20. Le bureau arrête le nombre des votants, le nombre des suffrages de liste et celui des suffrages nominatifs. Il les fait inscrire au procès-verbal.

Les suffrages donnés à une liste en totalité (suffrages de liste) ou aux candidats individuellement (suffrages nominatifs), comptent à la liste pour le calcul de la répartition proportionnelle des sièges entre les listes.

Le nombre total des suffrages valables des listes sera divisé par le nombre des délégués effectifs à élire augmenté de un. Est appelé « nombre électoral » le nombre entier immédiatement supérieur au quotient ainsi obtenu.

Art. 21. Chaque liste recevra à la répartition autant de sièges que le nombre électoral sera contenu de fois dans le nombre des suffrages qu'elle aura recueillis.

Lorsque le nombre des délégués élus à la suite

Nach Schluß der Abstimmungszeit, wird die Wahlurne in Gegenwart der Beisitzer geöffnet.

Das Wahlbüro zählt die in der Urne enthaltenen Wahlzettel, ohne sie zu entfalten. Die Zahlen der Abstimmenden und der Wahlzettel werden im Protokoll vermerkt. Die Entfaltung der Wahlzettel, die Verlesung der abgegebenen Stimmen und deren Eintragung geschehen in der im vorhergehenden Artikel für die auf brieflichem Wege abstimmenden Klassen angegebenen Weise.

Art. 19. Die Stimmzettel werden nach gültigen und ungültigen gesondert.

Die ungültigen Zettel scheiden bei der Festsetzung der Stimmenzahl aus.

Ungültig sind:

- 1) alle nicht vom Präsidenten ausgehändigte Zettel;
- 2) dieser Zettel selbst:
 - a) wenn er keine Stimme enthält;
 - b) wenn er mehr Stimmen enthält, als Vertreter zu wählen sind;
 - c) wenn er irgend ein Merkmal oder Unterscheidungszeichen trägt;
 - d) wenn der Abstimmende sich darin kenntlich gemacht hat.

Die Zahl der ungültigen und der gültigen Zettel wird vom Büro festgestellt und im Protokoll vermerkt.

Art. 20. Das Wahlbüro stellt die Zahl der Abstimmenden, der Listenstimmen und der namentlichen Stimmen fest und vermerkt sie im Protokoll.

Die für die Liste insgesamt (Listenstimmen) und für die einzelnen Kandidaten der Liste (namentliche Stimmen) abgegebenen Stimmen zählen der Liste für die Berechnung ihrer verhältnismäßigen Beteiligung an der Gesamtzahl der zu vergebenden Sitze.

Die Gesamtzahl der auf die Listen abgegebenen Stimmen wird durch die um eins vermehrte Zahl der zu wählenden wirklichen Vertreter geteilt. Man nennt „Wahlzahl“ den auf die nächsthöhere ganze Zahl aufgerundeten Quotienten dieser Teilung.

Art. 21. Jede Liste erhält bei der Zuteilung soviel Sitze als die Wahlzahl in der auf sie abgegebenen Gesamtstimmenzahl enthalten ist.

Ist die Zahl der auf Grund dieser Zuteilung

de cette répartition restera inférieur à celui des délégués effectifs à élire, on divisera le nombre des suffrages de chaque liste par le nombre de sièges qu'elle aura déjà obtenus augmenté de un; le siège sera attribué à la liste qui obtient le quotient le plus élevé. On répétera le même procédé, s'il reste encore des sièges disponibles.

En cas d'égalité, le siège disponible sera attribué à la liste qui aura recueilli le plus de suffrages.

Les opérations de calcul seront à faire par un scrutateur et le secrétaire sous le contrôle du bureau.

Art. 22. Les sièges seront attribués, dans chaque liste, aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages nominatifs.

En cas d'égalité, les candidats seront élus dans l'ordre de leur inscription sur la liste.

Art. 23. Les noms des membres élus seront proclamés par le président du bureau électoral, dès que le résultat de l'élection sera connu.

Le procès-verbal sera signé séance tenante: le président du bureau électoral l'enverra, sans retard, au comité central, qui statuera sur la validité des élections dans les vingt jours. Les bulletins de vote seront conservés au siège de la caisse, jusqu'à ce que l'élection soit devenue définitive.

Art. 24. Lorsqu'un délégué devra être remplacé dans ses fonctions avant l'expiration de son mandat, il ne sera pas procédé à une élection complémentaire, mais les candidats non élus effectifs seront appelés aux fonctions de délégués dans l'ordre correspondant au résultat des élections.

Le remplaçant achève le mandat de celui qu'il remplace.

Contestations.

Art. 25. La validité de l'élection pourra être contestée par les candidats dans les cinq jours de la proclamation du résultat de l'élection.

Les recours motivés sont à adresser au Comité central, qui décidera en dernier ressort dans le délai de validation prévu à l'art. 23.

S'il n'intervient pas de décision endéans ce délai, l'élection est censée validée.

Art. 26. Dans le cas, où les opérations électorales

gewählten Vertreter niedriger als die der zu wählenden wirklichen Vertreter, so wird die Zahl der von jeder Liste erhaltenen Stimmen durch die um eins vermehrte Zahl der Sitze, die sie schon erhalten hat, geteilt; der verbliebene Sitz wird der Liste zugeteilt, bei welcher diese Teilung den höchsten Quotienten ergibt. Bleiben hiernach noch Sitze verfügbar, so wird dasselbe Verfahren wiederholt.

Bei gleichen Quotienten wird der verfügbare Sitz der Liste zugeteilt, die am meisten Stimmen erhalten hat.

Die Berechnungen werden von einem Zähler und dem Sekretär unter Aufsicht des Wahlbüros vorgenommen.

Art. 22. Die Sitze werden innerhalb jeder Liste den Kandidaten zugeteilt, die am meisten namentliche Stimmen erhalten haben.

Bei gleicher Stimmenzahl sind die Kandidaten in der Reihenfolge ihrer Eintragung auf der Liste gewählt.

Art. 23. Die Namen der gewählten Vertreter werden vom Präsidenten des Wahlbüros ausgerufen, sobald das Ergebnis der Wahl festgestellt ist.

Das Wahlprotokoll wird in derselben Sitzung unterschrieben; der Präsident des Wahlbüros stellt es dem Zentralausschuß zu, der über die Gültigkeit der Wahl binnen 20 Tagen entscheidet. Die Wahlzettel werden bis zu dem Tage aufbewahrt, an dem das Wahlergebnis endgültig geworden ist.

Art. 24. Muß ein Vertreter vor Ablauf seiner Amtszeit ersetzt werden, so wird keine Neuwahl vorgenommen, sondern die nicht zu wirklichen Vertretern gewählten Kandidaten treten in der dem Wahlergebnis entsprechenden Reihenfolge in das Amt von wirklichen Vertretern ein.

Der Erstherr vollendet die Amtsdauer seines Vorgängers.

Streitigkeiten.

Art. 25. Die Gültigkeit der Wahl kann von den Kandidaten innerhalb fünf Tagen nach der Bekanntgabe des Wahlergebnisses angefochten werden.

Begründete Einsprüche sind an den Zentralausschuß zu richten, der innerhalb der in Art. 23 angegebenen Validierungsfrist endgültig entscheidet.

Erfolgt innerhalb dieser Frist kein Entscheid, so ist die Wahl als validiert anzusehen.

Art. 26. Wird das Wahlgeschäft in seiner Gesamt-

seraient déclarées nulles dans leur ensemble, il sera procédé à une nouvelle élection.

Si l'élection d'un seul membre est nulle, celui-ci est remplacé par un membre suppléant.

Art. 27. Les personnes qui refusent le mandat et qui sont en mesure d'appuyer ce refus d'excuses légitimes, doivent en informer le président du Comité central dans la huitaine de la réception de l'information portant l'élection à leur connaissance. L'information doit être faite par lettre recommandée.

Après l'expiration de ce délai, le mandat ne peut plus être refusé.

Art. 28. Si des causes d'inéligibilité ou des faits constituant des manquements graves aux devoirs du mandataire viennent à être connus, le Comité central pourra relever le délégué dont s'agit, de ses fonctions, après l'avoir entendu en ses explications.

Un délégué pourra, à sa demande, être déchargé de ses fonctions, par le Comité central, si l'une des causes qui permettent de se décharger d'une tutelle conformément aux art. 433 et 434 du Code civil vient à se produire (art. 59 de la loi).

II. — Comité-directeur.

Art. 29. Le Comité-directeur se compose : aux caisses régionales, de deux membres-patrons et de quatre membres-assurés ; aux caisses patronales, de quatre membres-assurés et du patron ou de délégués du patron, conformément à l'art. 53 du Code des assurances sociales.

L'élection des membres élus du Comité-directeur se fera séparément pour chaque groupe par les membres des groupes respectifs de la délégation d'après le système électoral prévu à l'art. 1^{er} de cet arrêté pour l'élection à la délégation. Elle aura lieu à la date à fixer par le Comité central.

Art. 30. La publication de l'élection se fera par avis au *Mémorial* et dans les locaux de la caisse, au plus tard 35 jours avant l'élection, qui aura lieu 60 jours au plus tard après l'élection à la délégation.

L'avis devra indiquer la date de l'élection, les conditions de l'électorat actif et passif, le nombre des membres à élire, les lieu, jours et heures fixés pour la réception des listes de candidats et pour leur dépôt à l'inspection des intéressés, ainsi que les délais de réclamation.

heit für ungültig erklärt, so ist eine neue Wahl vorzunehmen. Ist nur die Wahl eines einzelnen Mitglieds ungültig, so tritt ein Ersatzmitglied an dessen Stelle.

Art. 27. Wer die Wahl ablehnt und in der Lage ist, für seine Ablehnung rechtmäßige Gründe beizubringen, muß dies dem Präsidenten des Zentralausschusses innerhalb acht Tagen nach Empfang der Benachrichtigung, daß er gewählt ist, durch eingeschriebenen Brief mitteilen.

Nach Ablauf der angegebenen Frist, kann die Wahl nicht mehr abgelehnt werden.

Art. 28. Werden hinsichtlich eines gewählten Tatsachen bekannt, die seine Wahlbarkeit ausschließen oder grobe Verletzungen seiner Amtspflicht darstellen, so kann ihn der Zentralausschuß, nach Anhörung seiner Rechtfertigung, seines Amtes entheben. Ein Vertreter kann seines Amtes auf eigenen Antrag enthoben werden, wenn bei ihm einer der Gründe eintritt, die gemäß Art. 433 und 434 des Zivilgesetzbuches die Ablehnung einer Vormundschaft rechtfertigen. (Art. 59 S. B. O.)

II. — Vorstand.

Art. 29. Der Vorstand besteht bei den Bezirkskassen aus zwei Arbeitgeber- und vier Arbeitnehmermitgliedern; bei den Betriebskassen aus vier Arbeitnehmermitgliedern und dem Arbeitgeber oder Vertretern desselben, gemäß Art. 53 S. B. O.

Die Wahl der zu wählenden Vorstandsmitglieder geschieht, für jede Gruppe getrennt, durch die entsprechenden Vertretergruppen des Ausschusses, gemäß dem in Art. 1 dieses Beschlusses für die Ausschuwahlen vorgesehenen Wahlsthem. Sie findet an dem vom Zentralausschuß zu bestimmenden Datum statt.

Art. 30. Die Bekanntmachung der Wahl geschieht durch Veröffentlichung im „Memorial“ und Anschlag in den Kassenlokalen, spätestens 35 Tage vor der Wahl; diese findet spätestens 60 Tage nach den Ausschuwahlen statt.

In der Bekanntmachung sind anzugeben: der Wahltag, die Wahlrechts- und Wahlbarkeitsbedingungen, die Zahl der zu wählenden Mitglieder, Ort, Tage und Stunden, die für die Entgegennahme der Kandidaturen und die Einsichtnahme der Kandidatenlisten festgesetzt sind, sowie die Beschwerdefristen.

Art. 31. Les conditions d'éligibilité sont les mêmes que celles prévues à l'art. 2 de cet arrêté pour l'élection à la délégation.

Art. 32. Les dispositions des art. 6 et 7 de cet arrêté sur les candidatures, sont applicables pour l'élection au Comité-directeur, sauf que les listes sont à présenter par deux électeurs du groupe afférent et que la présentation devra se faire le 25^{me} jour, au plus tard, avant l'élection.

Art. 33. Le Comité-directeur vérifiera et arrêtera les listes de candidats, les munira de numéros d'ordre et les déposera, sans retard, à l'inspection des intéressés.

Les réclamations seront à adresser au Comité-directeur, au plus tard, le 20^{me} jour avant l'élection.

Le Comité-directeur videra les réclamations et portera ses décisions à la connaissance des intéressés, par lettre recommandée, au plus tard le quinzième jour avant l'élection.

Les décisions du Comité-directeur pourront être attaquées devant le Comité central dans les 48 heures de leur notification; le comité central informera de sa décision les intéressés et la caisse au plus tard le quatrième jour avant l'élection.

Art. 34. Chaque caisse constituera, en temps utile, un bureau électoral, qui se composera d'un président, de deux scrutateurs à désigner parmi les électeurs et d'un secrétaire à prendre, pour autant que possible, parmi les employés de la caisse. Les caisses régionales devront constituer un bureau électoral pour chacun des deux groupes d'électeurs.

Le bureau électoral sera présidé par le président ou le vice-président, et, à leur défaut, par des membres du Comité-directeur, ou par des électeurs, sauf le cas prévu par l'al. 2 de l'art. 51 de la loi.

Les candidats au Comité-directeur ne pourront faire partie d'un bureau électoral.

Art. 35. Les art. 8, 10, al. 1^{er} et 3, 13, 14, 16 et 18 à 28 de cet arrêté concernant l'élection à la délégation sont également applicables pour les élections au Comité-directeur, sauf les dispositions spéciales de l'art. 14 concernant le droit de vote de l'électeur-patron.

Art. 31. Die Wählbarkeitsbedingungen stimmen mit den in Art. 2 dieses Beschlusses für die Ausschüßwahlen angegebenen genau überein.

Art. 32. Die Bestimmungen der Art. 6 und 7 dieses Beschlusses über die Kandidaturen sind für die Wahlen zum Vorstand anwendbar, mit der Abweichung, daß die Listen durch zwei Wähler der entsprechenden Gruppe vorzuschlagen sind und daß die Einreichung spätestens am 25. Tage vor der Wahl erfolgen muß.

Art. 33. Der Vorstand hat die eingereichten Listen zu prüfen, abzuschließen, mit Ordnungsnummern zu versehen und unverzüglich zur Einsichtnahme der Wähler aufzulegen.

Beschwerden sind spätestens am 20. Tage vor der Wahl beim Vorstand einzubringen.

Der Vorstand befindet über die Beschwerden und bringt den Interessenten seine Entscheidungen spätestens am 15. Tage vor der Wahl, durch eingeschriebenen Brief zur Kenntnis.

Die Entscheidungen der Vorstände können binnen 48 Stunden nach ihrer Zustellung beim Zentralauschuß angefochten werden; der Zentralauschuß teilt den Interessenten und der Kasse seine Entscheidung spätestens am vierten Tage vor der Wahl mit.

Art. 34. Jede Kasse bestellt, zu geeigneter Zeit, ein Wahlbüro, das aus einem Präsidenten, zwei unter den Wählern zu bezeichnenden Zählern und einem, nach Möglichkeit, unter den Kassenbeamten zu wählenden Sekretär besteht. Die Bezirkskassen müssen für jede der beiden Wählergruppen ein Wahlbüro errichten.

Präsident des Wahlbüros ist der Vorsitzende oder der stellvertretende Vorsitzende, oder, in deren Ermangelung, ein Mitglied des Vorstands oder ein Wähler, den in Art. 51, Abs. 2 S. B. O. vorgesehener Fall ausgenommen.

Kandidaten können dem Wahlbüro nicht angehören.

Art. 35. Art. 8, 10, Abs. 1 und 3, 13, 14, 16 und 18 bis 28 dieses Beschlusses über die Ausschüßwahlen sind ebenfalls für die Vorstandswahlen anwendbar, ausgenommen die Sonderbestimmungen des Art. 14 über das Stimmrecht des Arbeitgeber-Wählers.

Art. 36. Les fonctions de membre du Comité-directeur sont incompatibles avec celles de membre de la délégation; en cas d'élection au comité, l'élu aura à donner sa démission comme membre de la délégation.

Art. 37. Pour les caisses régionales, les membres du Comité-directeur choisissent un président dans leur sein, dans un délai de quinze jours au plus tard; l'élection du président se fait à la double majorité des voix des patrons et des assurés.

Les membres du Comité-directeur choisissent également dans leur sein un vice-président; pour cette élection la double majorité des voix des patrons et des assurés n'est pas requise.

Si le président est élu parmi les patrons, les fonctions de vice-président seront attribuées à un assuré, et réciproquement.

La désignation des président et vice-président des caisses patronales se fait d'après les dispositions de l'art. 53, al. 1^{er} de la loi.

Art. 38. Ne peuvent être ni président ni vice-président, ni en exercer temporairement les fonctions, les membres qui exercent la profession de cabaretier, que cette profession soit exercée par les candidats ou par toute autre personne de leur ménage.

Art. 39. Après la révolution de leurs mandats, les membres sortants resteront en fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions de leurs successeurs.

III. — Comité central.

Art. 40. L'élection des membres élus du Comité central se fera séparément pour les patrons et les assurés, par les membres des Comités-directeurs des caisses de maladie, d'après le système majoritaire, à la majorité relative.

Art. 41. La publication de l'élection se fera par le président du Comité central, au moins vingt-huit jours à l'avance, par avis au *Mémorial*.

Art. 42. Les conditions d'éligibilité sont les mêmes que celles prévues à l'art. 2 de cet arrêté pour l'élection à la délégation.

Art. 43. Les candidatures sont à présenter au président du Comité central séparément pour les patrons et les assurés, par lettre recommandée, le vingt et unième jour, au plus tard, avant l'élection.

Art. 36. Die Mitglieder des Vorstandes dürfen dem Ausschuss nicht angehören; Ausschussmitglieder, die in den Vorstand gewählt werden, müssen ihre Entlassung aus dem Ausschuss nehmen.

Art. 37. Bei den Bezirkskassen wählen die Mitglieder des Vorstandes, spätestens binnen 14 Tagen, einen Vorsitzenden aus ihrer Mitte; für diese Wahl ist die doppelte Mehrheit der Arbeitgeber- und Versichertenstimmen erforderlich.

Die Mitglieder des Vorstandes wählen desgleichen einen stellvertretenden Vorsitzenden aus ihrer Mitte; für diese Wahl ist die doppelte Mehrheit der Arbeitgeber- und Versichertenstimmen nicht erforderlich.

Wird zum Vorsitzenden ein Arbeitgeber gewählt, so ist als stellvertretender Vorsitzender ein Versicherter zu wählen, und umgekehrt.

Bei den Betriebskassen geschieht die Bezeichnung des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden gemäß den Bestimmungen des Art. 53, Abs. 1 S. B. O.

Art. 38. Als Vorsitzender oder stellvertretender Vorsitzender kann nicht bestellt werden, noch das Amt eines solchen zeitweilig versehen, wer, sei es persönlich, sei es durch eine zu seinem Haushalt gehörige Person, das Gewerbe eines Schankwirts ausübt.

Art. 39. Die nach Ablauf ihrer Amtszeit ausscheidenden Mitglieder bleiben bis zum Amtsantritt ihrer Nachfolger im Amte.

III. — Zentralausschuss.

Art. 40. Die durch Wahl zu bestimmenden Mitglieder des Zentralausschusses werden für die Arbeitgeber und die Versicherten getrennt, durch die Vorstandesmitglieder, nach dem Majoritätssystem, mit relativer Mehrheit, gewählt.

Art. 41. Der Präsident des Zentralausschusses gibt die Wahl wenigstens 28 Tage im Voraus, durch Veröffentlichung im „Memorial“ bekannt.

Art. 42. Die Wahlbarkeitsbedingungen stimmen mit den in Art. 2 dieses Beschlusses für die Ausschusswahlen vorgeheneu überein.

Art. 43. Die Kandidaturen sind für Arbeitgeber und Versicherte getrennt, spätestens am 21. Tage vor der Wahl, mit eingeschriebenem Brief, beim Präsidenten des Zentralausschusses einzureichen.

Art. 44. Le président du Comité central vérifiera les propositions de candidatures, arrêtera la liste des candidats de chaque groupe, les munira de numéros d'ordre et les déposera sans retard à l'inspection des intéressés dans les bureaux du Comité central et aux sièges des caisses.

Les réclamations seront à adresser au président du Comité central le quinzième jour, au plus tard avant l'élection.

Le Comité central videra les réclamations et portera ses décisions à la connaissance des intéressés, par lettre recommandée, au plus tard le septième jour avant l'élection.

Art. 45. Le vote se fera par correspondance. Le cinquième jour, au plus tard, avant l'élection, le président du Comité central transmettra aux électeurs les bulletins de vote des groupes afférents. Les al. dernier et avant-dernier de l'art. 15 de cet arrêté sont applicables, sauf que les bulletins doivent porter l'estampille du Comité central.

Art. 46. L'électeur disposera pour chacun des membres à élire dans son groupe de cinq suffrages, et, si la caisse dont il fait partie a plus de 750 assurés, de un suffrage supplémentaire par 250 assurés au-dessus de ce chiffre, les fractions étant à négliger. Il recevra des bulletins de vote jusqu'à concurrence du nombre de suffrages lui revenant pour chaque membre à élire dans son groupe.

Il exprimera son vote, en inscrivant des croix (+ ou x) dans les cases se trouvant derrière les noms des candidats.

Il pourra inscrire autant de croix qu'il y a de membres à élire dans son groupe, sans pouvoir en inscrire plus d'une pour le même candidat.

Chaque croix vaudra le nombre de suffrages imprimé sur le bulletin.

Art. 47. Le président du Comité central constituera, en temps utile, un bureau électoral, qui se composera du président, ou à son défaut, d'un membre du Comité central, comme président, d'un membre-patron et d'un membre-assuré du Comité central et, à leur défaut, d'électeurs du groupe afférent comme scrutateurs et d'un employé du Comité central comme secrétaire.

Il n'y aura qu'un bureau électoral, les opérations

Art. 44. Der Präsident des Zentralausschusses prüft die Kandidaturen, schließt die Liste der Kandidaten jeder Gruppe ab, vermerkt sie mit Ordnungsnummern und legt sie unverzüglich in den Büros des Zentralausschusses und bei den Kassen zur Einsichtnahme auf.

Beschwerden sind spätestens am 15. Tage vor der Wahl beim Präsidenten des Zentralausschusses einzureichen.

Der Zentralausschuß befindet über die Beschwerden und bringt seine Entscheidungen den Interessenten spätestens am siebenten Tage vor der Wahl, mit eingeschriebenem Brief, zur Kenntnis.

Art. 45. Die Abstimmung erfolgt auf brieflichem Wege. Spätestens am fünften Tage vor der Wahl, übermacht der Präsident des Zentralausschusses den Wählern ihre Stimmzettel. Der letzte und vorletzte Absatz des Art. 15 dieses Beschlusses sind anwendbar, mit der Abweichung, daß die Stimmzettel den Stempel des Zentralausschusses tragen müssen.

Art. 46. Der Wähler verfügt für jedes in seiner Gruppe zu wählende Mitglied über fünf Stimmen und wenn die Kasse, der er angehört, mehr als 750 Versicherte zählt, über eine zusätzliche Stimme für je 250 weitere Versicherte, wobei Bruchteile dieser Zahl nicht berücksichtigt werden. Er erhält Stimmzettel bis zum Betrage der ihm für jedes zu wählende Mitglied zukommenden Stimmen.

Die Abstimmung erfolgt durch Einzeichnung von Kreuzen (x oder +) in die hinter den Kandidatenamen befindlichen Felder.

Der Wähler darf soviel Kreuze einzeichnen, als in seiner Gruppe Mitglieder zu wählen sind, ohne jedoch den einzelnen Kandidaten mehr als ein Kreuz geben zu dürfen.

Jedes Kreuz gilt sovielen Stimmen als der aufgedruckte Stimmenwert des Wahlzettels angibt.

Art. 47. Der Präsident des Zentralausschusses bestellt, zu geeigneter Zeit, ein Wahlbüro, welches aus dem Präsident, oder in dessen Ermanglung, aus einem Mitglied des Zentralausschusses, als Vorsitzenden, einem Arbeitgeber und einem Versichertenmitglied des Zentralausschusses, oder, in deren Ermanglung, aus Wählern der entsprechenden Gruppen, als Zählern und einem Beamten des Zentralausschusses als Sekretär besteht.

Es wird nur ein Wahlbüro eingerichtet; die Wahl-

de dépouillement se faisant séparément pour les deux groupes.

Les candidats au Comité central ne pourront faire partie du bureau électoral.

Art. 48. Les art. 17 et 19 de cet arrêté, sur le dépouillement des bulletins, sont applicables, sauf qu'il n'y a pas de suffrages de liste.

Art. 49. Les sièges sont attribués aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages valables dans leur groupe, compte tenu de la disposition de l'art. 2, al. 4 de l'arrêté grand-ducal du 11 décembre 1929, concernant la composition, les attributions et le fonctionnement du Comité central des caisses de maladie.*)

En cas d'égalité de suffrages, l'élection est acquise au candidat le plus âgé.

Art. 50. Les noms des élus seront proclamés, dès que le résultat de l'élection sera connu.

Le procès-verbal sera signé séance tenante.

Contestations.

Art. 51. La validité de l'élection peut être contestée dans le délai de huit jours après la publication du résultat.

Les recours motivés sont à adresser au Gouvernement qui décidera en dernier ressort dans les quinze jours de la présentation des recours. S'il n'intervient pas de décision endéans ce délai, l'élection est censée validée.

Art. 52. Dans le cas où les opérations électorales seraient déclarées nulles dans leur ensemble, il sera procédé à une nouvelle élection.

Si l'élection d'un seul membre est nulle, celui-ci est remplacé par un membre suppléant.

Art. 53. Les procès-verbaux relatifs aux élections et les bulletins de vote seront conservés au Comité central.

Art. 54. Le remplacement des membres sortant

*) Texte de la disposition: « Pour ce qui concerne les deux représentants des patrons, l'un doit être ressortissant d'une caisse patronale et l'autre d'une caisse régionale. Il en sera de même pour les deux représentants des assurés ».

geschäftsoperationen werden für beide Gruppen getrennt vorgenommen.

Kandidaten können dem Wahlbüro nicht angehören.

Art. 48. Art. 17 und 19 dieses Beschlusses über die Stimmenzählung sind anwendbar, mit der sich aus dem Fehlen von Listenstimmen ergebenden Einschränkung.

Art. 49. Die Sitze werden den Kandidaten zugeteilt, welche am meisten gültige Stimmen erhalten haben, wobei jedoch der Bestimmung des Art. 2, Abs. 4 des Großherzoglichen Beschlusses vom 11. Dezember 1929, über die Zusammensetzung, die Aufgaben und die Einrichtung des Zentralausschusses der Krankenkassen Rechnung zu tragen ist. *)

Bei Stimmengleichheit ist der ältere Kandidat gewählt.

Art. 50. Die Namen der gewählten Mitglieder werden ausgerufen, sobald das Wahlergebnis festgestellt ist.

Das Protokoll wird in derselben Sitzung unterschrieben.

Streitigkeiten.

Art. 51. Die Gültigkeit der Wahl kann innerhalb acht Tagen nach Bekanntgabe des Wahlergebnisses angefochten werden.

Begründete Beschwerden sind an die Regierung zu richten, die darüber innerhalb 14 Tagen nach Einbringung der Beschwerde entscheidet. Erfolgt innerhalb dieser Frist kein Entscheid, so ist die Wahl als validiert anzusehen.

Art. 52. Wird das Wahlgeschäft in seiner Gesamtheit für ungültig erklärt, so findet eine neue Wahl statt.

Ist nur die Wahl eines einzelnen Mitgliedes ungültig, so tritt ein Ersatzmitglied an dessen Stelle.

Art. 53. Die Wahlprotokolle und Stimmzettel werden beim Zentralausschuß aufbewahrt.

Art. 54. Die Erziehung von Mitgliedern, die vor

*) Text der Bestimmung: „Was die zwei Vertreter der Arbeitgeber betrifft, so muß der eine einer Betriebsklasse, der andere einer Bezirksklasse angehören. Dasselbe gilt für die zwei Versichertenvertreter.“

avant l'achèvement de leur mandat se fera d'après les prescriptions de l'art. 24 de cet arrêté.

Art. 55. L'arrêté grand-ducal du 11 décembre 1929, portant règlement de la procédure électorale pour les élections à la délégation, au Comité-directeur et au Comité central des caisses de maladie, ainsi que l'al. 3 de l'art. 2 de l'arrêté grand-ducal du même jour sur la composition, les attributions et le fonctionnement du Comité central des caisses de maladie, sont abrogés.

Art. 56. Notre Directeur général de la prévoyance sociale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 6 décembre 1933.

Charlotte.

*Le Directeur général
de la prévoyance sociale,
P. Dupong.*

Arrêté grand-ducal du 6 décembre 1933, portant modification de l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1928, fixant les conditions à remplir par les aspirants aux fonctions de professeur, de chef d'atelier et de contremaître-instructeur à l'école d'artisans.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1928, fixant les conditions à remplir par les aspirants aux fonctions de professeur, de chef d'atelier et de contre-maître-instructeur à l'école d'artisans ;

Vu la loi du 14 mars 1896, portant création d'une école d'artisans ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des travaux publics, du commerce et de l'industrie, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'art. 9 de l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1928 susdit est remplacé par les dispositions suivantes :

dem Ablauf ihrer Amtsdauer auscheiden, erfolgt gemäß den Bestimmungen des Art. 24 dieses Beschlusses.

Art. 55. Der Großh. Beschluß vom 11. Dezember 1929, betr. Festlegung der Wahlordnung für den Ausschuß, den Vorstand und den Zentralausschuß der Krankenkassen und Art. 2, Abs. 3 des Großh. Beschlusses vom selben Tage über die Zusammensetzung, die Aufgaben und die Einrichtung des Zentralausschlusses der Krankenkassen, sind außer Kraft gesetzt.

Art. 56. Unser General-Direktor der sozialen Fürsorge und der Arbeit ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut.

Luxemburg, den 6. Dezember 1933.

Charlotte.

*Der General-Direktor
der öffentlichen Fürsorge,
P. Dupong.*

Großh. Beschluß vom 6. Dezember 1933, betr. Abänderung des Großh. Beschlusses vom 26. Oktober 1928, über die Anstellungsbedingungen der Anwärter für die Posten als Professor, Werkstattovorsteher und Werkmeister an der Handwerkerchule.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 26. Oktober 1928, betr. die Anstellungsbedingungen der Anwärter für die Posten als Professor, Werkstattovorsteher und Werkmeister an der Handwerkerchule ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 14. März 1896, über die Errichtung einer Handwerkerchule ;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, betr. die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit ;

Auf den Bericht Unseres General Direktors der öffentlichen Arbeiten, des Handels und der Industrie, und nach Beratung der Regierung im Conseil ;

haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Der Art. 9 des obenerwähnten Großh. Beschlusses vom 26. Oktober 1928 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt :

« Art. 9. — Le jury d'examen se composera de « six membres au maximum, dont le commissaire « du Gouvernement, nommés par le Directeur « général afférent.

« Le commissaire du Gouvernement remplira les « fonctions de président du jury.

« Le jury choisit son secrétaire parmi ses membres ».

Art. 2. L'al. 1^{er} de l'art. 17 du même arrêté est complété par l'ajoute suivante :

« En cas de parité des voix, celle du président « est prépondérante ».

Art. 3. Notre Directeur général des travaux publics, du commerce et de l'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 6 décembre 1933.

Charlotte.

*Le Directeur général
des travaux publics, du commerce
et de l'industrie,
Et. Schmit.*

„Art. 9. — Die Prüfungskommission besteht aus „höchstens sechs Mitgliedern, worunter der Regie- „rungskommissar, die von dem zuständigen General- „Direktor ernannt werden.

„Der Regierungskommissar ist zugleich Präsident „der Prüfungskommission.

„Die Prüfungskommission wählt ihren Schrift- „führer unter ihren Mitgliedern.“

Art. 2. Der erste Absatz des Art. 17 desselben Beschlusses wird durch folgenden Zusatz ergänzt :

„Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme „des Präsidenten.“

Art. 3. Unser General-Direktor der öffentlichen Arbeiten, des Handels und der Industrie ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut.

Luxemburg, den 6. Dezember 1933.

Charlotte.

*Der General-Direktor
der öffentlichen Arbeiten,
des Handels und der Industrie,
Et. Schmit.*

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Ville d'Esch-s.-Alz.

Emprunt 5½% 1930 de 20.000.000 fr.

Date de l'échéance : 1^{er} janvier 1934.

Numéros sortis au tirage :

110,	406,	550,	681,	808,	861,	1193,	1211,	1309,	1417,	1471,	1582,	2002,	2025,
2495,	2510,	2549,	2550,	2558,	2663,	2916,	3013,	3445,	3748,	3891,	3924,	4043,	4055,
4172,	4326,	4347,	4491,	4669,	4761,	4852,	4903,	5064,	5066,	5098,	5148,	5185,	5190,
5405,	5447,	6179,	6189,	6440,	6529,	6662,	6852,	6863,	7033,	7142,	7160,	7282,	7624,
7640,	7778,	7790,	7823,	8069,	8121,	8170,	8365,	8384,	8731,	8786,	8797,	8899,	9024,
9139,	9236,	9248,	9329,	9402,	9434,	9449,	9451,	9800,	10103,	10120,	10243,	10250,	10318,
10582,	10731,	10774,	10820,	10842,	10872,	11058,	11139,	11207,	11343,	11659,	11881,	11899,	11919,
11920,	12106,	12309,	12506,	12582,	12690,	12746,	12773,	12839,	13202,	13248,	13327,	13411,	13453,
13566,	13569,	13607,	13743,	13912,	13951,	13964,	13972,	14077,	14358,	14543,	14756,	14942,	14973,
15213,	15349,	15386,	15474,	15533,	15862,	15952,	16021,	16089,	16158,	16181,	16206,	16222,	16416,
16437,	16507,	16643,	16671,	16703,	16950,	17644,	17713,	18303,	18342,	18343,	18509,	18593,	18652,
18690,	18735,	18807,	18826,	18911,	18935,	19008,	19466,	19553,					

Le service de l'emprunt se fait aux guichets de la Banque Internationale, de la Banque Générale du Luxembourg et de la Société Générale Alsacienne de Banque. — 1^{er} décembre 1933.

892

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

*—
Ville d'Esch-s.-Alzette.*

Emprunt 5½% 1931 de 5.551.000 fr.

Date de l'échéance : 1^{er} décembre 1933.

Numéros sortis au tirage :

30, 52, 70, 84, 147, 149, 228, 230, 269, 305, 349, 351, 358, 374, 375, 384, 386,
393, 409, 484, 518, 611, 703, 743, 790, 822, 832, 836, 875, 919, 922, 946, 957, 980,
1129, 1140, 1162, 1251, 1312, 1313, 1314, 1399, 1432, 1518, 1615, 1617, 1640, 1642, 1740, 1785, 1816,
1836, 1846, 1927, 1928, 2007, 2026, 2040, 2115, 2127, 2132, 2138, 2186, 2247, 2300, 2371, 2388, 2398,
2436, 2470, 2478, 2481, 2490, 2562, 2564, 2633, 2656, 2677, 2700, 2824, 2914, 2937, 2945, 3032, 3049,
3055, 3059, 3088, 3092, 3117, 3138, 3139, 3148, 3248, 3288, 3300, 3421, 3478, 3507, 3524, 3537, 3546,
3602, 3603, 3617, 3628, 3633, 3750, 3786, 3939, 4015, 4018, 4050, 4056, 4078, 4166, 4222, 4232, 4234,
4269, 4284, 4376, 4393, 4431, 4460, 4465, 4506, 4535, 4542, 4592, 4666, 4671, 4689, 4810, 4817, 4837,
4917, 4955, 4995, 5115, 5124, 5175, 5182, 5196, 5199, 5209, 5234, 5245, 5321, 5336, 5339, 5345, 5355,
5365, 5366.

Le service de l'emprunt se fait aux guichets de la Banque Générale du Luxembourg. — 1^{er} décembre 1933.

